

VENEZUELA - La vérité sur la lutte indigène contre le charbon

Thierry Deronne

mardi 26 septembre 2006, mis en ligne par [Thierry Deronne](#)

Ce soir, 22 août 2006, les indigènes Bari prennent de nouveau la parole sur Vive. C'est "l'heure des mangues", un concert participatif, humble, moulé sur le temps de la parole collective, traversée par les sons des instruments d'argile, les vols courts des poules.

C'est le temps de la discussion politique, de la communauté Bari assise sous les palmes, accompagnée par les cadres de Vive et leurs micros haut perchés qui montent et descendent vers une voix, deux, trois, quinze. "Les hommes blancs, leurs compagnies nous ont tués, tuent nos animaux, nous chassent, c'était leur passe-temps de nous chasser, aujourd'hui nous sommes presque en train de mourir, c'est pourquoi nous discutons avec Chavez, nous demandons à Chavez qu'il nous écoute, pour qu'ils n'exploitent pas le charbon, ici la majorité nous veut chasser, pêcher, les tortues, le poisson, nous perdons l'art de la vannerie, nous voulons enseigner de génération en génération, nous voulons travailler avec le bétail, les porcs, les volailles, nous sommes disposés au travail..." Pour Vive, Daniel Castro s'est assis sur la terre battue, ocre, luisante à l'ombre du toit de palmes collectif, pour les écouter et hasarder une question, éternel complice de la parole indigène. Vive a pris le parti depuis le début des indigènes, en multipliant les reportages sur leur lutte.

Quelques groupes écolo-postmodernes, peu enracinés socialement mais connectés à internet (l'un va souvent avec l'autre..) avaient vu dans cette lutte contre l'exploitation du charbon par des indigènes l'occasion de se distancer de Chávez et de son Etat, de préserver leur virginité. Au Forum Social de Caracas, les clichés avaient bien fonctionné et quelques articles relayés par la "presse alternative", avaient enfin leur sujet : Chavez "allié des multinationales" (sic) versus les "indigènes", ces éternelles antinomies de tout Etat. Alors que l'Etat issu du processus bolivarien (comme du bolivien) a fait plus que tous les mouvements écologistes pour la minorité indigène du Venezuela (démarcation des territoires, réforme agraire, missions éducatives indigènes, députés indigènes à l'Assemblée Nationale, etc..). Mais en Europe des militants se sont mis à douter à la lecture de ces articles : "et si ce méchant populiste militaire Chavez était en train de piétiner les droits des peuples indigènes ?".

Le thème indigène est un classique de la plus-value médiatique. La méthode avait fonctionné dans les années 80 pour saper le soutien international à la révolution sandiniste, accusée par Alexander Haig et le Figaro Magazine, photo double page couleurs à l'appui, de "massacrer les indiens miskitos" (quelques mois avant qu'Amnesty n'émette un rapport démentant toute mort, le mensonge avait déjà fait effet sur les consciences).

Daniel m'écrit pour révéler quelques points d'une enquête menée sur place, à douze heures de route de Caracas, depuis des années :

a) La lutte pour éviter la production de charbon à Perijá, région montagneuse de l'Etat du Zulia, à la frontière de Colombie, ne date pas de Chávez. Elle dure depuis vingt ans. L'intérêt des gouvernements vénézuéliens pour l'exploitation du charbon est bien antérieure au traité de libre-échange avec les Etats-Unis. C'est précisément sous le processus révolutionnaire qu'ont été prises les premières mesures écologiques au sujet du charbon. Beaucoup de ces mesures n'étaient qu'une simple utopie il y a quelques années.

b) L'an passé a été déclaré, et cette année décrété, l'arrêt radical de toute production de charbon sur les

lots de terres que contrôlent Corpozulia et Carbozulia dans la Sierra de Perijá. Ces entreprises sont liées au gouvernement national et à l'entreprise nationale du pétrole PDVSA, acteurs de l'Etat qui soutiennent que le modèle de développement stratégique doit passer par le charbon. Ce qui met un terme provisoire aux luttes que depuis vingt ans ont menées des groupes écologiques pour faire cesser l'exploitation du charbon en Perija. Il reste à déterminer le destin de concessions octroyées à des transnationales dans la zone.

c) Dans la lecture publique que le président Chávez a faite des budgets octroyés à Corpozulia au début de l'année, il n'a tout simplement pas mentionné le charbon.

d) Le président Chávez a déclaré deux fois à la télévision : "si on ne me prouve pas par des études que l'extraction de ce charbon ne va pas détruire les forêts et les fleuves de la zone... je regrette, mais ce charbon restera sous terre". La deuxième fois, il l'a répété face aux députés de l'Etat du Zulia, tous engagés (jusqu'alors, semble-t-il) en faveur du charbon qu'extraient les transnationales à travers des concessions octroyées sur les fleuves Cachimé, Socuy et Maché. A la suite de la campagne nourrie en faveur du charbon initiée par tous les moyens depuis Corpozulia, cette déclaration a le mérite de la clarté : pas d'exploitation en cas de risque écologique e) Les rumeurs selon lesquelles le président Chávez a déjà pris une décision sur base des études présentées par le ministère de l'Environnement, lesquelles démontrent que l'exploitation du charbon menace substantiellement l'écologie et l'équilibre hydrologique, ont déjà mobilisé des milliers d'ouvriers indigènes Wayuu, inquiets de perdre leur travail. Les manifestations de rue et les déclarations radio révèlent une alliance entre Carbozulia et les mineurs indigènes pour empêcher la décision du président et de la Ministre de l'Environnement Jaqueline Faría.

f) Il faut reconnaître l'importance des mobilisations écologistes, ainsi que le travail de Vive dont les reportages, diffusés sur un plan national en tant que chaîne d'Etat créée par le président Chávez, ont servi de rapport direct sur la situation et ont contribué à faire évoluer la politique de l'Etat dans la zone de Perija. Reconnaître la constance des mouvements indigènes dans la lutte contre le charbon (dont certains, il faut le dire, refusent de s'allier à des groupes écologistes qui usent parfois de tactiques visant à déstabiliser le gouvernement Chávez). Ainsi que le courage de l'actuelle Ministre de l'Environnement. De quoi refuser les simplismes manipulateurs.

Thierry Deronne est vice-président de [ViVe Tv](#).

Texte publié initialement sur le [blog](#) de l'auteur.